

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 8 décembre 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

ECOWAS

- Measures to reduce air transport taxes and charges;
- ECOWAS strengthens agricultural and livestock systems by signing and launching new agricultural projects.

Nigeria

- Strengthening tax cooperation: French DGFiP and Nigerian FIRS sign Memorandum of Understanding;
- National Tax Policy Implementation Committee to drive coordinated implementation of tax reforms;
- Federal government approves the settlement of NGN 185bn debt arrears to gas suppliers to support electricity generation.

Ghana

- Ghana signs seventh bilateral debt restructuring agreement with Czech Republic;
- Parliament approves GHS 5.3bn for the Ministry of Roads and Highways' 2026 budget;
- GDP growth reaches 5.5% in Q3 2025, driven by agriculture and services.

LE CHIFFRE À RETENIR

2 Md USD

C'est le montant des investissements étrangers au Nigeria dans les secteurs du lithium et des terres rares depuis 2023.

CEDEAO :

Les États membres de la CEDEAO devraient baisser les taxes appliquées aux billets d'avion ; La CEDEAO renforce les systèmes agricoles et d'élevage par la signature et le lancement de nouveaux projets agricoles.

Nigeria :

Renforcement de la coopération fiscale entre la France et le Nigeria ; Le gouvernement lance le Comité national pour l'application de la politique fiscale ; Le gouvernement approuve le règlement de 185 Md NGN d'arriérés auprès des producteurs de gaz, pour soutenir la production d'électricité.

Ghana :

Septième accord bilatéral de restructuration pour le Ghana, avec la République tchèque ; Le Parlement approuve 5,3 Md GHS pour le budget 2026 du ministère des Routes et autoroutes ; La croissance a atteint 5,5% au troisième trimestre 2025, portée par l'agriculture et les services.

CEDEAO

Les États membres de la CEDEAO devraient baisser les taxes appliquées aux billets d'avion

Afin de réduire les coûts du transport aérien en Afrique de l'Ouest et promouvoir la connectivité au sein de la sous-région, la CEDEAO et ses membres devraient baisser de 25% leurs taxes appliquées au transport aérien à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette décision s'inscrit dans la stratégie de l'organisation de promotion de l'intégration régionale et vise à encourager la demande et le volume de passagers

aériens. Selon l'organisation, les coûts du transport aériens dans la zone seraient jusqu'à 85% plus élevés par rapport aux standards internationaux.

La CEDEAO renforce les systèmes agricoles et d'élevage par la signature et le lancement de nouveaux projets agricoles

Au cours d'une cérémonie qui s'est tenue ce 4 décembre au siège de la Commission de la CEDEAO, en présence l'Ambassadeur de France au Nigeria, la CEDEAO a réaffirmé son engagement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement rural et la cohésion sociale. La cérémonie a vu le lancement du Projet d'appui à l'offensive lait en Afrique de l'ouest (PAOLAO) et la signature de l'accord de financement du Projet régional de confortation d'une plateforme de solutions en appui au pastoralisme et à l'élevage en Afrique de l'Ouest (PEPISAO II) ayant pour objectifs l'amélioration de la gouvernance territoriale, la résilience climatique et l'atténuation des conflits dans lesdits secteurs.

Le Président de la Commission de la CEDEAO a expliqué que ces projets transforment le paysage agricole régional et renforcent la résilience des communautés, en particulier des femmes et des jeunes. Soutenues par une subvention de 18 M EUR de l'AFD, ces initiatives — dont le projet PAOLAO — visent notamment à doubler la production laitière d'ici 2030 et à porter l'incorporation de lait local entre 20 et 25% d'ici 2035.

Nigeria

Renforcement de la coopération fiscale entre la France et le Nigeria

Le 10 décembre, la Direction générale des finances publiques et son homologue nigériane, le Federal Inland Revenue Service (FIRS), ont signé, en présence de l'Ambassadeur de France au Nigeria, un protocole d'accord.

Ce protocole d'accord formalise une coopération technique engagée plus tôt cette année entre les deux administrations fiscales et soutenue par le Service économique régional d'Abuja. Cette collaboration de moyen terme vise à renforcer leurs capacités respectives et à optimiser la collecte des recettes publiques, au bénéfice de l'efficacité de l'action publique.

Cette signature intervient dans un contexte de réforme profonde de l'administration fiscale nigériane, alors que le FIRS se prépare à devenir le *National Revenue Service* en 2026. Cette coopération accompagnera pleinement cette transition, à travers le partage d'expertise et l'appui à la modernisation des outils et des pratiques.



L'ambassadeur de France et le Président du FIRS ont signé le protocole d'accord entre les deux administrations fiscales

Le gouvernement lance le Comité national pour l'application de la politique fiscale

Alors que le paquet de réforme fiscale, réforme majeure du mandat Tinubu, doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2026, le Président Tinubu a lancé le Comité national pour l'application de la politique fiscale (NTPIC). Sous la supervision du ministre des Finances Wale Edun, le NTPIC devrait s'assurer de la bonne mise en œuvre de la réforme fiscale, promulguée en juin dernier.

Le NTPIC devrait assurer la bonne coordination de la mise en place de la réforme, et notamment en relation avec les acteurs financiers comme l'Autorité des marchés financiers (SEC) et la bourse nigériane (NGX), pour l'application de l'impôt sur les revenus du capital.

Cette réforme devrait ainsi simplifier et harmoniser la réglementation fiscale nigériane, tout en améliorant son système de gouvernance et établissant un cadre pour la répartition des ressources entre État fédéral, États fédérés et gouvernements locaux. L'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration de la collecte des recettes fiscales sont des enjeux clés pour le développement du Nigeria et le renforcement de ses finances publiques.

Le gouvernement approuve le règlement de 185 Md NGN d'arriérés auprès des producteurs de gaz, pour soutenir la production d'électricité

Le Conseil économique national (NEC) a annoncé le règlement de 185 Md NGN (soit 110 M EUR) d'arriérés de dette dus aux producteurs de gaz. L'accumulation de dettes dans le secteur électrique, car les tarifs appliqués aux consommateurs ne couvrent pas les coûts, est une contrainte structurelle majeure pour le développement du pays. Le gouvernement accumule ainsi les arriérés auprès des différents

acteurs de la chaîne de valeur, des sociétés de distribution, aux sociétés de production, jusqu'aux producteurs de gaz. [Selon l'Agence internationale de l'énergie](#), le gaz naturel représente près de 77% de la production nationale d'électricité.

Le règlement de cette tranche de 185 Md NGN est une première étape pour soutenir le secteur et renforcer la confiance des investisseurs. La décision s'inscrit en parallèle dans la stratégie nationale de développement de la filière gazière. Le gouvernement a notamment comme objectif de doubler la production nationale de gaz naturel d'ici 2030.

Ghana

Septième accord bilatéral de restructuration pour le Ghana, avec la République tchèque

[Le Ghana a signé, le 11 décembre, un nouvel accord bilatéral de restructuration de dette avec la République tchèque, le septième depuis le lancement du processus de renégociation avec ses créanciers officiels.](#)

L'accord a été signé par le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, et René Jakl, directeur du département des créances et recouvrements de l'agence publique tchèque EGAP (Export Guarantee and Insurance Corporation), et s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République tchèque au Ghana et de responsables du ministère des Finances ghanéen. Il s'ajoute aux accords déjà conclus avec la France, China Eximbank, la Finlande, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne.

Ce nouvel accord renforce la visibilité du processus de restructuration engagé dans le cadre du Cadre commun du G20, contribuant ainsi à l'amélioration graduelle de la soutenabilité de la dette publique du Ghana

Le Parlement approuve 5,3 Md GHS (460 M USD) pour le budget 2026 du ministère des Routes et autoroutes

[Le Parlement a approuvé une allocation budgétaire de 5,3 Md GHS pour le ministère des Routes et autoroutes au titre de l'exercice 2026, une enveloppe destinée à accélérer l'amélioration du réseau routier et à soutenir la création d'emplois, selon l'agence publique GNA. Le montant est inférieur de 4% au budget de 2025 \(5,6 Md GHS\).](#)

Selon le rapport de la Commission parlementaire des routes et transports, 137 postes vacants seront pourvus au sein des agences relevant du ministère. Les chantiers en cours et les nouveaux contrats devraient générer environ 500 000 emplois directs et indirects, en particulier dans les services de transport, les travaux publics et les filières de matériaux. L'effort budgétaire vise à améliorer la mobilité interne, un élément déterminant pour faciliter les échanges domestiques et renforcer la compétitivité des régions.

La croissance a atteint 5,5% au troisième trimestre 2025, portée par l'agriculture et les services

L'économie ghanéenne a enregistré une croissance de 5,5% en glissement annuel (g.a.) au troisième trimestre 2025, selon les estimations provisoires du centre de statistiques ghanéen (GSS). Cette progression, bien qu'inférieure à celle du troisième trimestre 2024 (7%), reflète le dynamisme de l'agriculture et des services, qui compensent le ralentissement de l'industrie.

Corrigé des variations saisonnières, le PIB réel progresse de 1,3% en variation trimestrielle, un rythme légèrement inférieur à celui du deuxième trimestre (+1,4%).

En glissement annuel, le secteur agricole affiche la plus forte croissance (+8,6%), soutenu par la bonne performance des cultures et de la pêche (+23,1%). Les services demeurent le premier contributeur à la croissance avec une progression de 7,6%, tirée notamment par l'information et la communication (+17%), le commerce (+10%) et les transports (+10,4%). Ensemble, ces deux secteurs ont contribué à la croissance totale à hauteur de 4,9 pts de pourcentage à la croissance totale, contre 0,3 point pour l'industrie, les impôts nets contribuant pour 0,3 point supplémentaire.

L'industrie ne progresse que de 0,8%, pénalisée par le recul marqué des hydrocarbures (-18,2%). Malgré des exportations d'or élevées en valeur, l'extraction minière diminue également (-2,8% g.a.), ce qui indique que la performance du secteur est en partie portée par la hausse des prix mondiaux. La construction (+3,3%) et la fabrication (+3,9%) apportent toutefois un soutien partiel à l'activité.

L'analyse par la demande confirme une croissance tirée par la demande privée et les activités domestiques : la consommation des ménages (+16,9%) et la formation brute de capital (+15,6%) soutiennent l'activité, tandis que les dépenses courantes de l'Etat reculent nettement (-16,4%) dans un contexte de consolidation budgétaire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja
tom.giudice@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtrésor.gouv.fr